

**Journée internationale des droits
des femmes - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
"Euractiv"**

(Paris, 08 mars 2018)

Q - Après l'affaire Weinstein, est-ce que la question de l'égalité hommes/femmes se pose différemment en Europe ?

R - Il y a une écoute de la parole des femmes sur les questions de violences sexuelles et sexistes dont on a trop longtemps pensé qu'elles étaient marginales dans les sociétés développées. Or, en France, une femme meurt encore tous les 3 jours sous les coups de son compagnon ou de son ex-compagnon, une sur trois a déjà été victime d'agression sexuelle et une sur deux de harcèlement sexuel ! C'est l'écoute qui a changé, plus que la parole qui s'est libérée. Il y a des phénomènes de cristallisation autour de scandales, comme l'affaire Weinstein. Mais le travail de fond concerne tout le monde et doit être fait partout en Europe.

Q - À la tête des institutions européennes, on trouve surtout des hommes...

R - On a des institutions européennes qui ne sont pas encore suffisamment paritaires. Ce sont des choses qui n'évoluent pas spontanément. 60% des diplômés de masters sont des femmes en Europe mais il y a seulement 25% de femmes aux postes à responsabilité, qu'il s'agisse de responsabilités électives ou exécutives. Il faut donc une politique déterminée de lutte contre cette discrimination.

Il y a beaucoup à faire dans les institutions européennes en matière de promotion, en démarrant par l'encadrement intermédiaire. Il y a aussi des personnalités phares comme Margrethe Vestager ou Cecilia Malmström, qui sont des sources d'inspiration.

Mais je lance un appel : ça ne vient pas naturellement ! Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement des quotas, mais il faut des politiques proactives pour accompagner les talents féminins.

Le cas problématique de Luis De Guindos suscite une fronde des élus sur le mode de sélection des postes à haute responsabilité. Le candidat espagnol à la vice-présidence de la BCE pourrait en faire les frais.

Q - Est-ce qu'il faut changer le mode de recrutement des fonctionnaires et des politiques en Europe ?

R - Il faut toujours se poser la question de savoir si on ne crée pas des discriminations négatives. Quand j'ai dirigé l'ENA, je me suis demandé si on ne passait pas à côté de certains talents parce que la nature des épreuves ou du jury ferait que s'exprimait une préférence inconsciente pour un certain type de profils qui correspondait plus aux habitudes qu'aux compétences recherchées. Si on recrute un genre plus qu'un autre, on doit se poser la question.

Q - Comment faire prendre conscience des biais aux jurys ?

R - On peut avoir un jury paritaire qui a des biais de recrutement : chacun a tendance à favoriser les profils qu'il a l'habitude de voir à des postes à responsabilités. Spontanément, on accorde plus de confiance aux personnes grandes dotées d'une voix grave par exemple. Si on prend conscience de cela, cela permet d'évaluer les compétences différemment. La capacité à exprimer des doutes doit-elle être une qualité ou un défaut par exemple ? Souvent, les femmes ont été incitées dès le plus jeune âge à exprimer leurs émotions et leurs interrogations, alors qu'on incite les hommes à ne pas le faire dans l'éducation traditionnelle. Les petits garçons doivent ne pas avoir peur, être sûrs d'eux, alors qu'à une petite fille, on risque de lui reprocher d'être trop sûre d'elle. Cela entraîne des comportements différents et des façons de s'exprimer différentes. Est-ce que quelqu'un qui a vocation à être un décideur doit être quelqu'un qui ne doute jamais, ou est-ce qu'il doit être capable de réfléchir, de consulter, de prendre le temps de la nuance avant de prendre des décisions. C'est une vraie question de société, à laquelle il faut répondre !

Q - À la Banque centrale européenne, dont le conseil des gouverneurs est composé à 92% d'hommes, Luis De Guindos vient d'être été nommé vice-président ; ce n'est pas faute d'une sérieuse prise de conscience pourtant...

R - Il faut être capable d'accompagner des potentiels quand ils sont non-majoritaires. Il y a un sujet sur la diversité dans les institutions européennes. Le plus souvent, les bonnes pratiques se transmettent d'homme à homme. Quand cela ne se fait pas spontanément, il faut le rendre possible.

Lancée par le Défenseur des droits, cette campagne de communication vise à pallier au flou sur la définition du harcèlement sexuel au travail. D'après une étude du Défenseur des droits, 57% des actifs s'estiment mal informés sur le harcèlement sexuel, 69% pour les 25-34 ans.

Q - Au quai d'Orsay, avez- vous été victime de discrimination dans votre carrière ?

R - Je dirais plutôt que j'ai évolué dans un univers où ma place n'était pas acquise au départ. À partir du moment où j'ai commencé à avoir des responsabilités, j'ai eu à coeur d'aider d'autres femmes à avancer. Ce n'est pas une trajectoire individuelle qui va changer les choses, c'est un mouvement plus collectif. J'ai été DRH de ce ministère, dirigé une association de femmes diplomates puis une grande école. À chaque fois, j'ai tenté d'encourager les femmes et les personnes issues de la diversité qui me semblaient avoir du potentiel.

Q - C'est un combat que vous avez mené, mais est-ce que vous le conseillerez à votre fille ?

R - Ce qui est intéressant n'est jamais facile. Il ne faut pas non plus se comporter comme des poupées de porcelaine, et considérer que l'on ne peut prendre des responsabilités et être distinguées dans un monde complètement idéalisé. Je ne prône pas la violence, mais il faut être prêt à affronter la complexité, l'échec pour mieux rebondir, apprendre sur soi et s'améliorer.

Parfois notre handicap en tant que femme est d'avoir été très bonnes élèves : le système scolaire réussit plutôt mieux aux jeunes filles qu'aux jeunes garçons. Ce qui nous prépare mal à l'échec, à prendre des risques. Chercher à avoir plus de responsabilités, c'est être prêt à ce que cela ne marche pas à tous les coups.

Q - Le manque de diversité au sein des institutions est-il une des raisons du rejet de l'Europe par les citoyens ?

R - N'importe quelle institution doit être représentative des populations au service desquelles elle se met. Quand vous êtes issu de l'élection, vous avez la légitimité d'avoir été choisi. Mais quand vous êtes fonctionnaire, outre votre compétence, votre légitimité repose sur votre capacité à représenter la population que vous servez.

Q - Vous allez lancer la semaine prochaine des consultations citoyennes sur le futur de l'Europe. Allez-vous y associer les femmes ?

R - Les femmes sont la moitié de la population, donc si elles n'exprimaient pas leur vue ce serait un désastre ! Elles ont toutes leur place pour exprimer ce qu'elles attendent, sur tous les sujets. J'attends autant de femmes s'exprimant sur le terrorisme que sur l'Europe sociale.

26 Etats membres participent pour l'instant aux consultations citoyennes sur l'Europe. Entre avril et octobre seront organisés des débats pour entendre ce que les citoyens ont à dire de l'Europe. Je ne suis pas convaincue que les Européens se concentrent sur les questions institutionnelles. La vraie question, ce sont les politiques européennes : lesquelles fonctionnent ou pas, lesquelles doivent être revues./.